



**CENTRE COMMUNAL  
D'ACTION SOCIALE**

# **PROCÈS-VERBAL**

## **SÉANCE DU 20 DÉCEMBRE 2023**

*CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE COMMUNAL  
D'ACTION SOCIALE DE ROUEN*

# ORDRE DU JOUR

1.	Adoption du procès-verbal du Conseil d'Administration du 24 novembre 2023 .....	5
2.	Compte rendu des décisions prises dans le cadre de la délégation de pouvoirs consentie par le conseil d'administration.....	5
3.	Adoption du règlement intérieur du C.C.A.S. et modification du règlement des aides sociales facultatives.....	6
4.	Décision modificative N°2 de l'exercice 2023 du budget principal du C.C.A.S. ....	7
5.	Admission en non-valeurs de créances irrécouvrables et de créances éteintes-Budget principal du C.C.A.S.....	8
6.	Décisions Modificative n°2 de l'exercice 2023 du budget des Résidences autonomie .....	9
7.	Admission en non- valeurs de créances irrécouvrables et créances éteintes-Budget Résidences autonomie .....	10
7.	Tarifs des redevances mensuelles des Résidences Autonomie à compter du 01.01.2024.....	11
8.	Décision modificative n°2 de l'exercice 2023 du budget Prestataire .....	12
9.	Admission en non-valeurs de créances irrécouvrables et créances éteintes — Budget Prestataire ..	13
10.	Décision Modificative n°2 de l'exercice 2023 du budget du C.L.I.C.....	14
11.	Correction de l'affectation définitive du résultat de fonctionnement 2021 sur le budget 2023 de l'ESA (annule et remplace) .....	15
12.	Autorisation relative au mandatement des dépenses d'investissement avant vote des budgets primitifs.....	16
13.	Marché public de services d'assurance prévoyance statutaire modification en cours d'exécution n°3 -Autorisation-signature.....	16
14.	Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP) - Évolutions.....	17
15.	Convention de mise à disposition de moyens au Centre Communal d'Action Sociale dans le cadre du Programme de Réussite Éducative (PRE) - Autorisation signature .....	18
16.	Convention de mise à disposition de locaux par la Ville de Rouen à son C.C.A.S. - Immeuble Plot Sud – Autorisation signature.....	19
17.	Avenant n°2 à la convention de mise en place du service communs entre le centre Communal d'Action Social et de la Ville de Rouen.....	19
18.	Renouvellement du projet de service du CLIC des aînés de Rouen .....	20
19.	Demandes de subventions dans le cadre de la programmation contrat de Ville .....	20
20.	Demande de subvention de revalorisation de la compensation du complément de traitement indiciaire auprès de la DDETS pour la Chaloupe-Autorisation signature.....	21
21.	Avenant n°1 à la convention de subvention accordée par la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités pour le fonctionnement de l'année 2023 de la Chaloupe-Autorisation signature .....	22
22.	Convention de subvention pour la Domiciliation dans le cadre d'un Appel à Manifestation d'Intérêt de la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités 2023 - Autorisation signature.....	22
23.	Action Collective de Développement social et socio-professionnel : Bilan annuel qualitatif du 1 <sup>er</sup> janvier 2023 au 30 juin 2023 dans le cadre de l'octroi d'une subvention sur la période 2023 .....	23

24. Convention de partenariat entre la Ville de Rouen, le Centre Communal d'Action Sociale et de la Direction territoriale de Pôle Emploi de Seine-Maritime .....	24
25. Convention tripartite de mise à disposition de locaux avec l'association AGIRabcd - Autorisation signature .....	25
26. Lettre de mission de Madame la Vice-Présidente .....	25

Le 20 décembre 2023 à 09h31, les membres du Conseil d'Administration du CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE ROUEN, se sont réunis au C.C.A.S., 2, rue de Germont - sous la présidence de Madame Caroline DUTARTE

Etaient présents : Madame Élisabeth ALAZARD, Madame Zohra AMIMI, Madame Béatrice BOCHET, Madame Katherine COEUFF, Madame Caroline DUTARTE, Madame Hortense HECTOR, Madame Annick LAMBARD, Madame Geneviève LARMARAUD, Madame Martine LELAIT, Monsieur Stéphane MARTOT, Madame Félicie RENON, Monsieur Jean-Pierre TRÉDET, Madame Mireille VACHE-PICAT

Etaient excusés : Monsieur Nicolas MAYER ROSSIGNOL, Madame Amèle MANSOURI,

Etaient représentées : Madame Marie DESBORDES ayant donné pouvoir à Madame Caroline DUTARTE  
Madame Marie-Françoise MARCASSIN ayant donné pouvoir à Madame Martine LELAIT

Secrétaire de séance : Madame Vanessa RAPITEAU

Assistaient également à la réunion :

Monsieur Jean-Marc MAGDA, Directeur Général Adjoint du Mairie de Rouen,  
Monsieur Guillaume LAHOCHE, Directeur Général Adjoint du PCA-Etat  
Monsieur Stéphane MARTOT, Directeur Général Adjoint du PCA-Etat  
Madame Geneviève LARMARAUD, Responsable du Service de l'Accueil et de l'Orientation  
Madame Martine LELAIT, Responsable du Service de l'Accueil et de l'Orientation  
Madame Katherine COEUFF, Responsable du Service de l'Accueil et de l'Orientation  
Madame Béatrice BOCHET, Responsable du Service de l'Accueil et de l'Orientation  
Madame Félicie RENON, Responsable du Service de l'Accueil et de l'Orientation  
Madame Mireille VACHE-PICAT, Responsable du Service de l'Accueil et de l'Orientation  
Madame Annick LAMBARD, Responsable du Service de l'Accueil et de l'Orientation  
Madame Hortense HECTOR, Responsable du Service de l'Accueil et de l'Orientation  
Madame Zohra AMIMI, Responsable du Service de l'Accueil et de l'Orientation  
Madame Élisabeth ALAZARD, Responsable du Service de l'Accueil et de l'Orientation

**Date de convocation :** 15 décembre 2023

*J'ai l'honneur de vous rendre compte ci-après des sujets abordés lors de la réunion du Conseil d'Administration du 20 décembre 2023. Il est demandé aux Administrateurs de bien vouloir formuler leurs observations ou de mentionner les rectifications à prendre en compte avant l'adoption du procès-verbal de cette séance.*



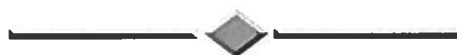
## **1. Adoption du procès-verbal du Conseil d'Administration du 24 novembre 2023**

Le procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration du 24 novembre 2023 est adopté à l'unanimité de ses membres.



*Madame la Vice-Présidente propose aux membres présents de modifier l'ordre du jour. Le point ci-après sera traité en dernier :*

### **1- Information - Lettre de mission de Madame la Vice-Présidente**



## **2. Compte rendu des décisions prises dans le cadre de la délégation de pouvoirs consentie par le conseil d'administration**

Le Conseil d'Administration du C.C.A.S.de Rouen,

VU l'Article R. 123-21 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU l'Article R. 123-22 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la Délibération du Conseil d'Administration en date du 28 janvier 2022 relative à la délégation de pouvoirs consenties par le Conseil d'Administration,

VU les décisions prises présentées en annexe,

CONSIDÉRANT que conformément à l'Article R. 123-22 du Code de l'Action Sociale et des Familles, Monsieur le Président ou Madame La Vice-Présidente a rendu compte au Conseil d'Administration des décisions qu'il a été ou qu'elle a été amené à prendre, dans le cadre de la délégation visée ci-dessus, depuis la réunion du Conseil d'Administration du 24 novembre 2023.

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,  
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :

- Prend acte du compte rendu considéré ci-dessus.



*Suite à une modification de l'ordre du jour par Mme la Vice-Présidente ce point a été abordé en amont de ce qui avait été prévu dans l'ordre du jour.*

### **3. Adoption du règlement intérieur du C.C.A.S. et modification du règlement des aides sociales facultatives**

Le Conseil d'administration du C.C.A.S. de Rouen,

VU la Loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale modifiant le code de l'action sociale notamment en son article 123-6,

VU l'Ordonnance 2021-1310 du 7 octobre 2021 et le Décret n°2021 -1311 réformant les règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements,

VU l'Article R. 123-19 du Code de l'Action Sociale et des Familles précisant que le Conseil d'Administration établit son règlement intérieur,

VU l'Article L. 2121-8 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoyant que le Conseil Municipal établit son règlement intérieur dans les six mois suivant son installation,

VU les Articles L.123-5 et R123-2 du Code de l'action sociale et des familles qui confient aux CCAS la charge de mener une action générale de prévention et de développement social dans la commune par le biais de prestations en espèces, remboursables ou non et de prestations en nature,

VU l'Article R.123-21 du Code de l'action sociale et des familles donnant toute liberté au CCAS pour définir les conditions d'attribution des aides sociales facultatives,

VU la Délibération du Conseil d'Administration en date du 24 novembre 2023 relative à l'installation du Conseil d'Administration du C.C.A.S.,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du 23 février 2022 relative à la mise en œuvre du règlement des aides facultatives,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du 23 février 2022 relative au règlement intérieur du Conseil d'Administration,

VU le projet de règlement d'attribution des aides facultatives,

VU le projet de règlement intérieur du C.C.A.S.,

CONSIDÉRANT, l'intérêt de modifier les motifs de renvoi de la commission consultative vers la commission permanente,

CONSIDÉRANT que les textes ne précisent pas les délais dans lesquels le règlement intérieur du C.C.A.S doit être voté,

CONSIDÉRANT que le Code Général des Collectivités Territoriales prévoit le vote du règlement intérieur du Conseil Municipal dans le 6 mois suivant son installation,

CONSIDÉRANT que les CCAS/CCIAS doivent se conformer dans la mesure possible aux règles régissant la tenue des registres communaux,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,  
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :

- Approuve les modifications du règlement des aides sociales facultatives du CCAS en son article 7.1

annexé à la présente délibération,

- Adopte le règlement intérieur du Conseil d'Administration annexé à la présente délibération,
- Décide que la reproduction des procès-verbaux des séances du Conseil d'Administration et de ses délibérations communicables sera refacturée selon le tarif affranchissement en vigueur pour une transmission papier par voie postale sur demande.

*Mme LELAIT propose de profiter de cette modification du règlement des aides communales de solidarité pour y intégrer l'aide au paiement des frais de dossier des micro-crédits (60 €) qui seraient accordés aux bénéficiaires du CCAS répondant aux critères d'attribution des ACS adaptée par délibération du 24/11/2023. La proposition a été validée.*



*Présentation du PowerPoint des rapports financiers par Monsieur David MOUTRILLE en annexe du présent compte rendu.*

#### **4. Décision modificative N°2 de l'exercice 2023 du budget principal du C.C.A.S.**

Le Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen,

VU l'Article L.1612-11 du Code général des collectivités territoriales,

VU l'Instruction budgétaire et comptable M14,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen du 24 mars 2023 relative à l'adoption du Budget Primitif 2023 du budget principal du C.C.A.S.,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen du 14 avril 2023 relative à l'approbation du compte administratif 2022 du budget principal du C.C.A.S.,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen du 14 avril 2023 relative à l'approbation de l'affectation du résultat 2022 du budget principal du C.C.A.S.,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen du 23 juin 2023 relative à l'approbation de la Décision Modificative n°1 du budget principal du C.C.A.S.,

CONSIDÉRANT les modifications présentées,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES, accepte de voter la décision modificative n°2, ainsi qu'il suit :

#### **Section de fonctionnement :**

La décision modificative s'équilibre en dépenses et recettes à la somme de 7 092 841,90 € soit +98 700€

#### ***Dépenses :***

Chapitre 011 « Charges à caractère général » : 1 099 965,65 € soit -13 615 €

Chapitre 012 « Charges de personnel » : 4 601 506,79 € soit +54 509 €

Chapitre 65 « Autres charges de gestion courante » : 1 185 749,35 € soit +43 606 €

Chapitre 66 « Charges financières » : 20 543 € soit +7 900 €

Chapitre 67 « Charges exceptionnelles » : 23 973,11 € (inchangé)  
Chapitre 042 « Opérations de transferts entre sections » : 161 104 € soit +6 300 €

**Recettes :**

Chapitre 002 « Résultat de fonctionnement reporté » : 787 457,90 € (inchangé)  
Chapitre 013 « Atténuations de charges » : 260 201 € soit +11 600 €  
Chapitre 70 « Prestations de services » : 130 033 € (inchangé)  
Chapitre 74 « Dotations et participations » : 5 873 786 € soit +112 500 €  
Chapitre 75 « Autres produits de gestion courante » : 23 740 € soit -31 700 €  
Chapitre 77 « Produits exceptionnels » : 0 € (inchangé)  
Chapitre 042 « Opérations d'ordre de transfert entre sections » : 17 624 € soit +6 300 €

**Investissement :**

La décision modificative s'équilibre en dépenses et recettes à la somme de 345 357,02 € soit +6 300 €.

**Dépenses :**

Opération 99NONAFF – Opérations non affectées : 123 211 € soit +6 300 €  
Opération 098INF – Matériel informatique et de bureau : 68 687 € (inchangé)  
Opération 099MOB – Aménagement et mobilier : 146 459,02 € (inchangé)  
Opération 101DIV – Matériels divers : 7 000 € (inchangé)

**Recettes :**

Opération 99NONAFF – opérations non affectées : 345 357,02 € soit +6 300 €



**5. Admission en non-valeurs de créances irrécouvrables et de créances éteintes - Budget principal du C.C.A.S.**

Le Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L. 1617-5,

VU l'Instruction budgétaire et comptable M14

CONSIDÉRANT que Monsieur le Trésorier Principal Municipal a fait savoir aux services du C.C.A.S. que certains produits au profit du budget principal du C.C.A.S. n'ont pu être recouvrés pour des causes diverses,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :

1. Admet en non-valeur une somme de 12 676,56 € imputée au budget principal du C.C.A.S.
2. Décide que la dépense sera imputée au chapitre 65 - Autres charges de gestion courante :
  - Compte 6541 (créances admises en non-valeurs) pour 6 234,40 €



#### Répartition des créances admises en non-valeurs par années

Exercice	Somme de montant restant à recouvrer
2018	5 964,40 €
2019	270 €
<b>Total</b>	<b>6 234,40 €</b>

#### Répartition des créances éteintes par motifs

Motif de la présentation	Somme du montant restant à recouvrer
Poursuite sans effet	5 440 €
Décès et demande de renseignement négative	794,40 €
<b>Total</b>	<b>6 234,40 €</b>

3. Compte 6542 (créances éteintes) pour 6 442,16 €

#### Répartition des créances éteintes par années

Exercice	Somme de montant restant à recouvrer
2021	6 442,16 €
<b>Total</b>	<b>6 442,16 €</b>

#### Répartition des créances éteintes par motifs

Motif de la présentation	Somme du montant restant à recouvrer
Clôture insuffisance actif sur procédure redressement judiciaire / liquidation judiciaire	6 442,16 €
<b>Total</b>	<b>6 442,16 €</b>



#### 6. Décisions Modificative n°2 de l'exercice 2023 du budget des Résidences autonomie

Le Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen,

VU l'Article L. 1612-11 du Code général des collectivités territoriales,

VU l'Article L.315-15 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU l'Instruction budgétaire et comptable M22,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen du 19 octobre 2022 relative à l'adoption du Budget Primitif 2023 du budget des Résidences autonomie,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen du 14 avril 2023 relative à l'approbation du

Compte Administratif 2022 du budget des Résidences autonomie,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S de Rouen du 14 avril 2023 relative à l'approbation de l'affectation du résultat 2022 du budget des Résidences autonomie,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S de Rouen du 23 juin 2023 relative à l'adoption de la Décision Modificative n°1 du budget des Résidences autonomie,

CONSIDÉRANT les ajustements présentés,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES, accepte de voter la décision modificative n°2 pour l'exercice 2023, ainsi qu'il suit :

**Fonctionnement :**

La section de fonctionnement s'équilibre en dépenses et en recettes à 3 028 010 €, soit +99 297 €.

**Recettes :**

Chapitre 002 « Résultat d'exploitation reporté » : 68 906,65 € (inchangé)

Chapitre 017 « Produits de la tarification » : 1 559 807 € (inchangé)

Chapitre 018 « Autres produits d'exploitation » : 1 328 501,35 € soit +107 297 €

Chapitre 019 « Recettes d'ordre » : 70 795 € soit -8 000 €

**Dépenses :**

Chapitre 011 « Charges à caractère général » : 1 067 287 € soit +15 470 €

Chapitre 012 « Charges de personnel » : 992 107 € soit +40 000 €

Chapitre 016 « dépenses afférentes à la structure » : 730 083 € soit +55 713 €

Chapitre 016 « dépenses d'ordre » : 238 533 € soit -11 886 €

**Investissement :**

La section d'investissement s'équilibre en dépenses et en recettes à 989 273,84 € soit -8 167 €.

**Recettes :**

Chapitre 001 « Résultat d'investissement reporté » : 731 021,84 € (inchangé)

Chapitre 10 « Dotations, fonds divers et réserves » : 3 719 € soit +3 719 €

Chapitre 16 « Emprunts et dettes assimilées » : 16 000 € (inchangé)

Chapitre 28 « Amortissements des immobilisations » : 238 533 € soit -11 886 €

**Dépenses :**

Chapitre 13 « Subventions d'investissement » : 70 795 € soit -8 000 €

Chapitre 16 « Emprunts et dettes assimilées » : 39 921 € soit (inchangé)

Chapitre 21 « Immobilisations corporelles » : 878 557,84 € soit -167 €



**7. Admission en non- valeurs de créances irrécouvrables et créances éteintes-Budget Résidences autonomie**

Le Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L. 1617-5,

VU l'Instruction comptable et budgétaire M22,

CONSIDÉRANT que Monsieur le Trésorier Principal Municipal a fait savoir aux services du C.C.A.S. que certains produits au profit du budget des Résidences autonomie n'ont pu être recouvrés pour des causes diverses,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,  
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :

1. Admet en non-valeur une somme de 2 522,25 € imputée au budget des Résidences autonomie
2. Décide que la dépense sera imputée au Groupe III, chapitre 65 - Autres charges de gestion courante :
  - Compte 6541 (créances admises en non-valeurs) pour 505,83 €

**Répartition des créances admises en non-valeurs par années**

Exercice	Somme de montant restant à recouvrer
2015	189,84 €
2019	315,99 €
<b>Total</b>	<b>505,83 €</b>

**Répartition des créances éteintes par motifs**

Motif de la présentation	Somme du montant restant à recouvrer
Poursuite sans effet	189,84 €
Décès et demande de renseignement négative	315,99 €
<b>Total</b>	<b>505,83 €</b>

- Compte 6542 (créances éteintes) pour 2 016,42 €

**Répartition des créances éteintes par années**

Exercice	Somme de montant restant à recouvrer
2022	2 016,42 €
<b>Total</b>	<b>2 016,42 €</b>

**Répartition des créances éteintes par motifs**

Motif de la présentation	Somme du montant restant à recouvrer
Surendettement et décision effacement de dette	2 016,42 €
<b>Total</b>	<b>2 016,42 €</b>



**7. Tarifs des redevances mensuelles des Résidences Autonomie à compter du 01.01.2024**

Le Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen,

VU l'Article L. 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales

VU l'Article L. 353-9-2 du Code de la Construction et de l'Habitation,

Vu l'Indice de Référence des Loyers constaté au 2<sup>ème</sup> trimestre 2023,

VU l'Instruction budgétaire et comptable M22 applicable aux établissements publics sociaux et médicaux sociaux,

CONSIDÉRANT les tarifs de redevances au sein des résidences autonomie gérées par la C.C.A.S. de Rouen,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,  
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :

- Arrête les tarifs 2024 comme suit :

	TARIF 2023	TARIF 2024	% augm.
<b>Rose des Sables T1 - 27 m²</b>	652.90 €	675.75 €	3,5 %
<b>Rose des Sables T1 bis - 33 m²</b>	718.35 €	743.49 €	3,5 %
<b>Rose des Sables T2 - 54 m²</b>	760.35 €	786.96 €	3,5 %
<b>Trianon T1 - 28 m²</b>	399.80 €	413.79 €	3,5 %
<b>Trianon T2 - 36 m²</b>	504.95 €	522.62 €	3,5 %
<b>Bonvoisin T1 - 29 m²</b>	443.85 €	459.38 €	3,5 %
<b>Bonvoisin T2 - 32 m²</b>	496.90 €	514.29 €	3,5 %
<b>Bonvoisin T2 bis - 54 m²</b>	648.35 €	671.04 €	3,5 %
<b>St Filleul T1 - 32 m²</b>	534.15 €	552.85 €	3,5 %
<b>St Filleul T2 - 54 m²</b>	627.90 €	649.88 €	3,5 %

*Mme RAPTEAU souhaite indiquer que cette augmentation a été évoquée lors des 4 derniers CVS. Elle indique avoir eu un retour assez compréhensif au vu du contexte d'augmentation des charges. Il a été également rappelé la possibilité de mettre en place un accompagnement pour les personnes rencontrant des difficultés.*



## **8. Décision modificative n°2 de l'exercice 2023 du budget Prestataire**

Le Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen,

VU l'Article L. 1612-11 du Code général des collectivités territoriales,

VU l'Instruction budgétaire et comptable M22,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen du 19 octobre 2022 relative à l'adoption du Budget Primitif 2023 du budget Prestataire,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen du 14 avril 2023 relative à l'approbation du Compte Administratif 2022 du budget Prestataire,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen du 14 avril 2023 relative à l'approbation du Compte Administratif 2022 du budget des Résidences autonomie,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen du 14 avril 2023 relative à l'approbation de l'affectation du résultat 2022 du budget des Résidences autonomie,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen du 23 juin 2023 relative à l'adoption de la Décision Modificative n°1 du budget des Résidences autonomie,

CONSIDÉRANT les ajustements présentés,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES, adopte la décision modificative n°2 pour l'exercice 2023, ainsi qu'il suit :

#### **Fonctionnement :**

La section de fonctionnement s'équilibre en dépenses et en recettes à 495 148 € soit +66 960 €.

#### ***Recettes :***

Chapitre 017 « Produits de la tarification » : 328 500 € soit +30 900 €

Chapitre 018 « Autres produits d'exploitation » : 164 648 € soit +36 060 €

Chapitre 019 « Recettes d'ordre » : 2 000 € (inchangé)

#### ***Dépenses :***

Chapitre 011 « Charges à caractère général » : 1 100 € soit -8 000 €

Chapitre 012 « Charges de personnel » : 468 649 € soit + 74 456 €

Chapitre 016 « dépenses afférentes à la structure » : 19 994 € soit -1 456 €

Chapitre 016 « Dépenses d'ordre » : 5 405 € soit +1 960 €

#### **Investissement :**

La section d'investissement s'équilibre en dépenses et en recettes à 9 614,09 €, soit +2 566€.

#### ***Recettes :***

Chapitre 001 « Solde d'exécution de la section d'investissement reporté » : 3 603,09 € (inchangé)

Chapitre 10 « Dotations, fonds divers et réserves » : 606 € soit + 606 €

Chapitre 28 « Amortissements des immobilisations » : 5 405 € soit +1 960 €



## **9. Admission en non-valeurs de créances irrécouvrables et créances éteintes—Budget Prestataire**

Le Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L. 1617-5,

VU l'Instruction comptable et budgétaire M22,

CONSIDÉRANT que Monsieur le Trésorier Principal Municipal a fait savoir aux services du C.C.A.S. que certains produits au profit du budget Prestataire n'ont pu être recouvrés pour des causes diverses,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,  
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :

- Admet en non-valeur une somme de 22,00 € imputée au budget Prestataire.

**Répartition des créances éteintes par années**

Exercice	Somme de montant restant à recouvrer
2022	22,00 €
<b>Total</b>	<b>22,00 €</b>

**Répartition des créances éteintes par motifs**

Motif de la présentation	Somme du montant restant à recouvrer
Surendettement et décision effacement de dette	22,00 €
<b>Total</b>	<b>22,00 €</b>

- Décide que la dépense sera imputée au Groupe III, chapitre 65 (autres charges de gestion courante), compte 6542 (créances éteintes) pour 22,00 €.



**10. Décision Modificative n°2 de l'exercice 2023 du budget du C.L.I.C**

Le Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen,

VU l'Article L. 1612-11 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'Instruction budgétaire et comptable M22,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen du 19 octobre 2022 relative à l'adoption du Budget Primitif 2023 du budget du CLIC,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen du 14 avril 2023 relative à l'approbation du Compte Administratif 2022 du budget du CLIC,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S de Rouen du 23 juin 2023 relative à l'approbation de la Décision Modificative n°1 du budget 2023 du CLIC,

CONSIDÉRANT les ajustements présentés,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,  
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES, adopte la décision modificative n°2 pour l'exercice 2023, ainsi qu'il suit :

**Fonctionnement :**

La section de fonctionnement s'équilibre en dépenses et en recettes à 423 181,37 € (inchangé).

**Recettes :**

Chapitre 002 « Résultat d'exploitation reporté » : 64 777,37 € (inchangé)

Chapitre 018 « Autres produits d'exploitation » : 358 404 € (inchangé)

**Dépenses :**

Chapitre 011 « Charges à caractère général » : 29 828,37 € soit +4 720 €

Chapitre 012 « Charges de personnel » : 310 137 € soit +3 000 €

Chapitre 016 « dépenses afférentes à la structure » : 34 332 € soit -7 720 €

Chapitre 016 « dépenses d'ordre » : 48 884 € (inchangé)

**Investissement :**

La section d'investissement s'équilibre en dépenses et en recettes à 29 628,26 € (inchangé).

**Recettes :**

Chapitre 001 « Solde d'exécution de la section d'investissement reporté » : 24 529,26 € (inchangé)

Chapitre 28 « Amortissements des immobilisations » : 5 099 € (inchangé)

**Dépenses :**

Chapitre 003 « Excédent prévisionnel d'investissement » : 19 529,26 € (inchangé)

Chapitre 20 « Immobilisations incorporelles » : 500 € (inchangé)

Chapitre 21 « Immobilisations corporelles » : 9 599 € (inchangé)

**11. Correction de l'affectation définitive du résultat de fonctionnement 2021 sur le budget 2023 de l'ESA  
(annule et remplace)**

Le Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen,

VU l'Article L1612-12 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'Article R123-20 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU l'Article R315-12 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU l'Instruction budgétaire et comptable M22,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du CCAS de Rouen en date du 27 avril 2022,

APRÈS AVOIR PRIS CONNAISSANCE DU RAPPORT,

CONSIDÉRANT le rapport d'analyse de l'Agence Régionale de Santé qui retient le résultat de fonctionnement 2021 à affecter,

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de procéder à l'affectation définitive du résultat de fonctionnement constaté au compte administratif 2021 pour le budget de l'ESA,

CONSIDÉRANT l'erreur matérielle dans la délibération du conseil d'administration du 28 septembre 2023 sur l'affectation définitive du résultat de fonctionnement 2021 du budget de l'ESA et non du SSIAD,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,  
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :

1. Approuve l'affectation définitive du résultat de la section de fonctionnement 2021 retenu par l'Agence Régionale de Santé, constaté au compte administratif 2021 à hauteur de 33 258,75 € pour le budget de l'ESA de la manière suivante :
  - Au compte 110 « Report à nouveau (solde créditeur) » pour 11 086 €
  - Au compte 111 « Excédents affectés au financement des mesures d'exploitation » pour 11 086 €,
  - Au compte 10686 « Réserve de compensation » pour 11 086,75 €.
2. Annule et remplace la précédente délibération du 28 septembre 2023 relative à l'affectation définitive du résultat de fonctionnement 2021 du budget de l'ESA



## **12. Autorisation relative au mandatement des dépenses d'investissement avant vote des budgets primitifs**

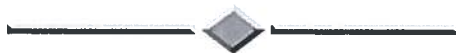
Le Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L1612-1,

VU l'Article L232-1 du Code des Juridictions Financières,

CONSIDÉRANT qu'il convient d'autoriser la Vice-Présidente à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite de 25% des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent jusqu'à l'adoption des budgets primitifs 2024 dont le détail est joint en annexe,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,  
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES, autorise Madame la Vice-Présidente ou Monsieur le Président du C.C.A.S. à, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite de 25% des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent jusqu'à l'adoption des budgets primitifs 2024 dont le détail est joint en annexe.



## **13. Marché public de services d'assurance prévoyance statutaire modification en cours d'exécution n°3- autorisation-signature**

Le Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen,

VU les Articles L. 123-6 et R. 123-7 et suivants du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU le Code de la Commande Publique notamment son article R. 2194-5,



VU la Délibération du Conseil d'Administration du CCAS de Rouen en date du 2 mars 2017 relative à l'autorisation de lancement de la procédure d'appel d'offres ouvert,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du CCAS de Rouen en date du 18 mai 2017 relative à l'autorisation d'attribution du marché public à Allianz Vie et à son intermédiaire Gras Savoye,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du CCAS de Rouen en date du 20 décembre 2018 relative à la modification en cours d'exécution n°1,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du CCAS de Rouen en date du 27 mai 2021 relative à la modification en cours d'exécution n°2,

VU l'Avis de la Commission d'Appel d'Offres relatif au projet de modification en cours d'exécution n°3 du 20 décembre 2023,

CONSIDÉRANT la proposition de l'assureur Allianz Vie via son intermédiaire Gras Savoye de modifier le taux de cotisation à 17,81% (contre 15,09%) pour l'EHPAD La Pléiade, le SSIAD/ESA du CCAS de Rouen et le taux de cotisation à 6,57% (contre 6,26%) pour les autres services du CCAS de Rouen,

CONSIDÉRANT la nécessité de maintenir et de rééquilibrer le marché de prévoyance statutaire pour l'ensemble du CCAS de Rouen,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,  
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :

- Autorise Monsieur le Président à signer et à notifier à Allianz Vie par son intermédiaire Gras Savoye la modification en cours d'exécution n°3 du marché public de services d'assurance « prévoyance statutaire pour les agents titulaires et stagiaires affiliés à la CNRACL de l'EHPAD La Pléiade, du SSIAD/ESA du CCAS de Rouen » en annexe,
- Précise que les crédits nécessaires sont inscrits dans les budgets primitifs des années correspondantes au Chapitre 012 – Charges de personnel pour le budget principal et au Chapitre 61 – Services extérieurs pour les budgets annexes.



#### **14. Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP) - Évolutions**

Le Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen,

Vu l'Article R123-20 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU le Décret 2014-513 du 20 mai 2014 créant le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel,

VU l'Avis du Comité Social Territorial rendu lors de sa séance du 7 décembre 2023,

VU la grille métiers et le règlement RIFSEEP formalisant les évolutions joint en annexe de la présente délibération,

CONSIDÉRANT que la commission qui s'est tenue le 27 juin dernier a proposé des évolutions du règlement

RIFSEEP,

CONSIDÉRANT qu'il convient d'intégrer l'indemnité de régisseur dans le RIFSEEP par le versement d'un complément IFSE,

CONSIDÉRANT qu'il convient de valoriser l'intérim en cas d'absence d'un agent lié à un accident du travail ou une maladie professionnelle,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,  
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :

- Adopte le nouveau règlement RIFSEEP et ses quatre annexes dont la nouvelle grille métiers
- Précise que la dépense sera imputée au chapitre 012 (charges du personnel titulaire et frais assimilés) et 64118 (primes et autres indemnités des titulaires) et 64 138 (primes et autres indemnités des contractuels) ouverts au budget principal et aux budgets annexes.



#### **15. Convention de mise à disposition de moyens au Centre Communal d'Action Sociale dans le cadre du Programme de Réussite Éducative (PRE) - Autorisation signature**

Le Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen,

VU l'Article R123-20 du Code de l'Action Sociale et des familles,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU les projets de conventions,

Vu la Délibération du Conseil d'Administration du CCAS du 17 décembre 2019, décidant la mise à disposition de moyen au C.C.A.S pour la mise en œuvre du Programme de Réussite Educative,

CONSIDÉRANT que la ville de Rouen soutient le Programme de Réussite Educative comme axe fort de sa politique éducative,

CONSIDÉRANT que la gestion opérationnelle de ce Programme est confiée à la Direction des Temps de l'Enfant, du pôle Enfance Solidarité et Citoyenneté, de la Ville de Rouen, depuis mars 2009,

CONSIDÉRANT que la gestion administrative et financière est assurée par le Centre Communal d'Action Sociale (C.C.A.S.) depuis le 1er janvier 2011,

CONSIDÉRANT que le C.C.A.S remboursera à la Ville le coût des moyens humains mis à disposition au vu des justificatifs qui seront présentés,

CONSIDÉRANT qu'il convient d'actualiser et de renouveler la convention de mise à disposition des moyens apportés entre la Ville et le C.C.A.S.,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,  
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :

- Autorise Madame la Vice-Présidente ou Monsieur le Président du C.C.A.S. à signer la convention de mise à disposition des moyens au titre du Programme de Réussite Educative,
- Précise que les dépenses et résultant seront imputées respectivement au chapitre 011 (charges à caractère général) et 012 (charges de personnel et frais assimilés), selon la nature des dépenses réalisées,



#### **16. Convention de mise à disposition de locaux par la Ville de Rouen à son C.C.A.S.- Immeuble Plot Sud – Autorisation signature**

Le Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen,

VU l'Article R123-20 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU le projet de convention,

CONSIDÉRANT que le C.C.A.S. de Rouen a sollicité la Ville pour que lui soit mis à disposition ces locaux pour y exercer ses activités,

CONSIDÉRANT que les missions du C.C.A.S. sont d'intérêt général au profit des habitants des Hauts de Rouen,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,  
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :

- Autorise Madame la Vice-Présidente ou Monsieur le Président du C.C.A.S. de Rouen à signer la convention de mise à disposition du « Plot Sud » sis 25 rue César Franck à Rouen entre la Ville de Rouen et son C.C.A.S. de Rouen.

*Mme Félicie RENON s'interroge sur le bien-être des agents et de la perte des archives des usagers. Mme RAPTEAU et Mme TANASESCU indiquent que des temps d'écoute collectif avec un psychologue ont été mis en place pour ceux qui le souhaitent, ainsi que des rendez-vous individuels avec la médecine du travail. Mme TANASESCU précise que le logiciel de suivi des usagers permet un archivage dématérialisé. Elle souligne également que cette équipe est solide et forte et qu'il y a eu très peu d'arrêts de travail.*

*Mme LELAIT trouve l'implantation assez éloignée par rapport à la précédente. Mme RAPITEAU précise que cette implantation n'est pas définitive et qu'un nouvel équipement est programmé dans le cadre du programme de rénovation urbaine sur le quartier de Chatelet. Mme DUTARTE indique le projet d'intégration de la Maison de la Justice et du Droit dans les locaux de la CPAM.*



#### **17. Avenant n°2 à la convention de mise en place du service communs entre le centre Communal d'Action Social et de la Ville de Rouen**

Le Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen,

VU l'Article R123-20 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU le projet d'avenant n°2 annexé,

VU la Délibération du C.C.A.S de Rouen en date du 28 janvier 2022 relative à l'avenant de la convention de services communs entre la ville de Rouen et le C.C.A.S. de Rouen,

CONSIDÉRANT que les missions du C.C.A.S. sont d'intérêt général au profit des habitants des Hauts de Rouen,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,  
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :

- Autorise Madame la Vice-Présidente ou Monsieur le Président du C.C.A.S. de Rouen à signer l'avenant n°2 à la convention de mise en place du service commun entre la Ville de Rouen.



## **18. Renouvellement du projet de service du CLIC des aînés de Rouen**

Le Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles (article L. 311-8),

VU la Loi n°2002-2 du 02 janvier 2002, rénovant l'action sociale et médico-sociale,

VU la Loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen en date du 24 novembre 2023 relative au renouvellement des représentants du Conseil d'Administration,

CONSIDÉRANT la nécessité, conformément à la réglementation des établissements et services médico-sociaux de rédiger un nouveau projet de service individualisé pour le CLIC des Aînés de Rouen,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,  
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :

- Acte la procédure de rédaction du nouveau projet de service du CLIC des aînés de Rouen.



## **19. Demandes de subventions dans le cadre de la programmation contrat de Ville**

Le Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen,

VU l'Article R. 123-20 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU le Contrat de ville métropolitain signé pour la période 2015-2023,

APRÈS AVOIR PRIS CONNAISSANCE DU RAPPORT relatif aux demandes de subventions que le CCAS de Rouen souhaite déposer dans le cadre de la programmation Contrat de Ville 2024,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,  
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :

- Autorise Madame la Vice-Présidente ou Monsieur le Président à signer les dossiers de demandes de subventions dans le cadre de la programmation 2024 du Contrat de Ville afin de mobiliser les crédits de l'agence Nationale de Cohésion des Territoires (A.N.C.T.) et de la Métropole ainsi qu'il suit :

	ANCT	Métropole
Programme de Réussite Educative - Ingénierie	90 000 €	80 214 €
Programme de Réussite Educative – Actions	100 000 €	
Atelier	25 000 €	

- Dit que les crédits seront inscrits au chapitre 74 « Dotations, subventions, participations » du budget principal 2024



## **20. Demande de subvention de revalorisation de la compensation du complément de traitement indiciaire auprès de la DDETS pour la Chaloupe-Autorisation signature**

Le Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen,

VU la Loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions,

Vu l'Article R123-20 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la Loi n° 2004-806 du 9 août 2004 modifiée relative à la politique de santé publique notamment son article 8,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du 23 juin 2023 relative à la demande de subvention auprès de la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités pour le fonctionnement de la Chaloupe en 2023,

CONSIDÉRANT l'engagement du CCAS dans le parcours 177 « Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables » du ministère de la cohésion des territoires,

CONSIDÉRANT la demande de subvention annexée,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,  
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :

- Autorise Madame la Vice-Présidente du C.C.A.S. ou Monsieur le Président du C.C.A.S. à signer la demande de subvention correspondant à la revalorisation de la masse salariale avec la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités pour l'année 2023,
- Dit que les crédits seront inscrits au budget principal au chapitre 74 « Dotations, subventions et participations » au compte 74718 « Etat ».



## **21. Avenant n°1 à la convention de subvention accordée par la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités pour le fonctionnement de l'année 2023 de la Chaloupe-Autorisation signature**

Le Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen,

VU la Loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions,

VU l'Article L 264-1 du Code de l'Action sociale et des Familles,

Vu la note d'information n° DGCS/SD1B/2018/56 du 5 mars 2018 relative à l'instruction du 10 juin 2016 relative à la domiciliation des personnes sans domicile stable,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du 24 novembre 2023 relative à la demande de subvention auprès de la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités pour l'année 2023 au titre de l'AMI Domiciliation,

CONSIDÉRANT les moyens importants et qualitatifs dédiés par le CCAS pour domicilier les personnes sans résidence stable sur notre territoire,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,  
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :

- Autorise Madame la Vice-Présidente ou Monsieur le Président du C.C.A.S. à signer la convention de subvention correspondant à la revalorisation de la masse salariale avec La Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités pour l'année 2023.
- Dit que les crédits seront inscrits au budget principal au chapitre 74 « Dotations, subventions et participations » au compte 74718 « Etat ».



## **22. Convention de subvention pour la Domiciliation dans le cadre d'un Appel à Manifestation d'Intérêt de la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités 2023 - Autorisation signature**

Le Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen,

VU la Loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions,

VU l'Article L 264-1 du Code de l'Action sociale et des Familles,

Vu la note d'information n° DGCS/SD1B/2018/56 du 5 mars 2018 relative à l'instruction du 10 juin 2016 relative à la domiciliation des personnes sans domicile stable,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du 24 novembre 2023 relative à la demande de subvention auprès de la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités pour l'année 2023 au titre de l'AMI Domiciliation,

CONSIDÉRANT les moyens importants et qualitatifs dédiés par le CCAS pour domicilier les personnes sans résidence stable sur notre territoire,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,  
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :

- Autorise Madame la Vice-Présidente ou Monsieur le Président du C.C.A.S. à signer la convention de subvention correspondant à la revalorisation de la masse salariale avec La Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités pour l'année 2023.
- Dit que les crédits seront inscrits au budget principal au chapitre 74 « Dotations, subventions et participations » au compte 74718 « Etat ».



### **23. Action Collective de Développement social et Socio-professionnel : Bilan annuel qualitatif du 1<sup>er</sup> janvier 2023 au 30 juin 2023 dans le cadre de l'octroi d'une subvention sur la période 2023**

Le Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen,

VU l'Article R123-20 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la Loi n°2003-1200 du 18 décembre 2003 portant décentralisation en matière de Revenu Minimum d'Insertion et créant le Revenu Minimum d'Activité,

VU la Loi n°2008-1249 du 1<sup>er</sup> décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active et réformant les politiques d'insertion,

VU Loi n°2014-173 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine promulguée le 21 février 2014,

VU le Programme opérationnel national du Fonds social européen pour l'emploi et l'inclusion en métropole, validé le 10 octobre 2014 par la Commission Européenne,

VU la Délibération de la Commission Permanente n°1.20 du 18 novembre 2019 validant le modèle type pour les conventions mobilisant des crédits départementaux pour des actions cofinancées par des crédits FSE,

VU la Délibération de la Commission Permanente n°1.20 du 18 novembre 2019 relative à la programmation des actions FSE, répartition,

VU la Délibération du Conseil Départemental n°1.1 du 1<sup>er</sup> octobre 2020 validant la modification de la subvention globale du Fonds Social Européen 2014/2020,

VU la Délibération de la Commission Permanente n° 1.40 du 10 mai 2021 relative à la programmation des actions FSE, prolongation des conventions FSE (1ère vague),

VU la Délibération de la Commission Permanente n° 1.3 du 30 septembre 2021 relative à la programmation des actions FSE, prolongation des conventions FSE (2ème vague),

VU la Délibération de la Commission Permanente n° 1.26 du 13 décembre 2021 validant la prolongation des conventions 2020/2021 de l'offre d'insertion pour l'année 2022,

VU la Délibération de la Commission Permanente n° 1.4 du 03 mars 2023 validant la prolongation des conventions 2020/2021 de l'offre d'insertion pour l'année 2023,

CONSIDÉRANT la politique d'insertion sociale du C.C.A.S en faveur des personnes éloignées de l'emploi,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,  
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :

- Autorise Madame la Vice-Présidente du C.C.A.S. ou Monsieur le Président du C.C.A.S. à signer le bilan d'exécution 2023,
- Dit que les crédits seront inscrits au budget principal au chapitre 74 « Dotations, subventions et participations » au compte 74718 « Etat ».



#### **24. Convention de partenariat entre la Ville de Rouen, le Centre Communal d'Action Sociale et de la Direction territoriale de Pôle Emploi de Seine-Maritime**

Le Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L2121-29

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment son article R123-20,

VU le projet de convention de partenariat entre la Ville et pôle emploi.

CONSIDÉRANT la volonté de la Ville de Rouen de renforcer ses liens et de développer des synergies avec les agences Pôle Emploi agissant sur son territoire communal

CONSIDÉRANT la volonté partagée de la Ville, du C.C.A.S. et de Pôle Emploi de formaliser leur partenariat dans le cadre d'une convention,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,  
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :

- Autorise Madame la Vice-Présidente ou Monsieur le Président à signer la convention de partenariat entre la Direction territoriale de Pôle Emploi de Seine-Maritime, la Ville de Rouen et son C.C.A.S.





## **25. Convention tripartite de mise à disposition de locaux avec l'association AGIRabcd - Autorisation signature**

Le Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen,

VU l'Article R123-20 du Code de l'Action et des Familles,

VU le Contrat de marché public de prestations d'écrivain public pour les usagers de la Direction de la Solidarité et de la Cohésion Sociale de la Ville de Rouen,

VU le projet de convention annexé,

CONSIDÉRANT le rôle du C.C.A.S. de faciliter l'accès aux droits,

CONSIDÉRANT la gratuité de mise à disposition de locaux afin d'effectuer des permanences est justifiée par le fait que l'association est à but non lucratif et qu'elle intervient sous forme de prestation à la demande de la Ville de Rouen.

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,  
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :

- Autorise Madame la Vice-Présidente ou Monsieur le Président du C.C.A.S. de Rouen à signer la convention tripartite prenant effet à sa date de signature et jusqu'au 31 décembre 2024 avec l'association AGIRabcd

*Madame Félicie RENON souhaite savoir pourquoi il y a un marché et une convention de mise à disposition pour la mise en place du partenariat avec AGIRabcd. Mme RAPITEAU indique qu'en effet ce partenariat existe depuis de nombreuses années sous le format unique de convention mais qu'en réalité il s'agit plutôt d'une prestation de service et que nous devons conventionner pour la mise à disposition des locaux car le marché ne le prévoit pas.*



## **26. Lettre de mission de Madame la Vice-Présidente**

Le Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen,

Vu l'Article R123-20 du Code l'Action Sociale et des Famille,

Vu la lettre de mission du Président du C.C.A.S. en date du 20 décembre 2023,

APRÈS NOTIFICATION DE MADAME LA VICE-PRÉSIDENTE,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,  
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :

- Prend acte des actions engagées au sein du C.C.A.S. de Rouen



Date du prochain Conseil : 25 janvier 2024  
La séance est levée à 10h51.

Président de Séance

Caroline DUTARTE

Vice-Présidente du C.C.A.S.



Secrétaire de séance

Vanessa LAPITEAU

Directrice du C.C.A.S.

